

Permis concernant la durée du travail

Travail de nuit

(loi fédérale sur le travail du 13 mars 1964 / LTr)

Entreprise non industrielle 01-030996

Lausanne, le 17 octobre 2025

DT-25-415

GTG International SA
Rue de Chamblon 34
1400 Yverdon-les-Bains

Durée du permis : du 20 octobre au 8 novembre 2025 (15 nuits)

Entreprise ou partie d'entreprise : GTG International SA, Yverdon-les-Bains

Lieu/secteur d'intervention : chantier mobile, **Baulmes, Belmont-sur-Yverdon, Bioley-Magnoux, Chamblon, Champvent, Cheseaux-Noréaz, Cronay, Cuarny, Donneloye, Ependes, Essertines-sur-Yverdon, Giez, Grandson, Mathod, Montagny-près-Yverdon, Orges, Orzens, Pomy, Suscévaz, Treycovagnes, Ursins, Valeyres-sous-Montagny, Valeyres-sous-Rances, Valeyres-sous-Ursins, Villars-Epeney, Vugelles-La Mothe, Vuiteboeuf, Yverdon-les-Bains et Yvonand**

Justification du permis : travaux d'investigations géologiques et géophysiques, à effectuer impérativement de nuit pour des raisons de qualité des mesures vibrosismiques, en coordination avec des autres intervenants et hors de heures de fort trafic routier pour des raisons techniques et de sécurité / Art. 27 al. 1 let. a et b, ch. 1 et 2 OLT1

Nombre de travailleurs intéressés : 1 femme, 9 hommes

Horaire : **du lundi soir au samedi matin**
20h00 – 06h00

Conditions :

Conditions :

1. Les travailleurs ne peuvent être occupés la nuit sans leur **consentement** (art. 17 al. 6 LTr).
2. La **durée hebdomadaire maximale de travail** est de **50 heures** (art. 9 al. 1 LTr).
3. La **durée du travail de nuit** n'excédera pas 9 heures, ou 10 heures pauses incluses (art. 17a al. 1 LTr – est réputé travail de nuit toute activité qui se situe entièrement ou partiellement dans la période de travail de nuit fixée selon les art. 10 al. 1 et 2 et 16 LTr).
4. Le travail doit être interrompu par des **pauses** d'au moins : 15 minutes si le temps de travail dure plus de 5 heures et demie ; 30 minutes si le temps de travail dure plus de 7 heures ; 1 heure si le temps de travail dure plus de 9 heures. Les pauses interrompent le travail en son milieu. Les pauses comptent comme travail lorsque le travailleur n'est pas autorisé à quitter sa place de travail (art. 15 LTr et 18 OLT1).
5. La durée minimale du **repos quotidien** est de 11 heures consécutives au moins (art. 15a al. 1 LTr).
6. Lorsque le travail est réparti sur plus de 5 jours, l'employeur est tenu de donner aux travailleurs une **demi-journée de congé par semaine**, sauf dans les semaines comprenant un jour chômé (art. 21 al. 1 LTr).
7. L'employeur doit accorder une **majoration de salaire** de 25% au moins pour le travail effectué pendant la période de travail de nuit fixée selon les art. 10 al. 1 et 2 et 16 LTr (art. 17b al. 1 LTr). Dès et y compris la 25^{ème} nuit, le travailleur a droit à une **compensation en temps** équivalent à 10% de la durée du travail de nuit réalisé durant la période précitée. Ce temps de repos compensatoire doit être accordé dans un délai d'une année. La compensation peut cependant être accordée sous forme de supplément salarial au travailleur dont le travail régulièrement fourni au début ou à la fin du travail de nuit n'excède pas une heure (art. 17b al. 2 LTr et 31 OLT1).
8. Les travailleurs occupés pendant un minimum de 25 nuits par an et qui sont soumis aux contraintes décrites à l'art. 45 OLT1 doivent obligatoirement subir un **examen médical** et recevoir des conseils selon les modalités définies à l'art. 45 OLT1. En l'absence des contraintes susmentionnées, ils ont droit, à leur demande, à un examen médical et aux conseils qui s'y rapportent. Le travailleur peut faire valoir son droit à l'examen médical et aux conseils à intervalles réguliers, de 2 ans chacun. Cet intervalle est abaissé à 1 an pour les travailleurs de 45 ans révolus (art. 44 OLT1).
9. Le présent permis **n'autorise pas l'employeur à déroger** aux accords contractuels plus avantageux pour les travailleurs que ce permis.
10. **Sont réservées** les prescriptions de police fédérales, cantonales et communales.
11. Cette décision peut faire l'objet d'un recours ordinaire auprès du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine (DEIEP), Rue Caroline 11, 1014 Lausanne, dans un délai de **trente jours** dès sa notification. En cas de rejet du recours, les frais d'instruction et un émolument peuvent être mis à la charge du recourant.

Emolument CHF **80.-**

Un bulletin de versement à

No de référence (BVR orange)

vous parviendra ultérieurement.

Direction de la surveillance du marché du travail

Copie(s)

- SECO, Berne, Administrations communales / USV, Lausanne

p.o. David Michel Lécureux